



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Discours du Premier ministre François FILLON**

**Délégation du groupe parlementaire  
de l'Union chrétienne-sociale (CSU) du Bundestag**

**Hôtel de Matignon, jeudi 22 juillet 2010**

Mesdames et Messieurs les ministres,

Monsieur l'ambassadeur

Mesdames et messieurs les parlementaires,

C'est un très grand honneur de vous recevoir à Matignon.

D'abord il faut que vous sachiez que l'histoire de cet Hôtel de Matignon a son épisode bavarois ! Puisque entre 1889 et 1914, c'était ici la résidence de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, et donc de l'empereur et son épouse, qui, comme chacun s'en souvient était bavaroise, puisqu'il s'agissait de la fameuse Sissi. Lors de leurs séjours parisiens, l'empereur et Sissi sont descendus ici, dans cet Hôtel. Vous êtes donc un peu chez vous.

Moi, j'ai d'autres liens avec la Bavière, que mes collaborateurs n'ont pas, évidemment, noté dans mon discours. J'aime beaucoup Ingolstadt, et d'ailleurs, le président STADLER m'a promis de me faire essayer l'Audi victorieuse aux « 24 Heures du Mans ». On m'a toujours dit que les Allemands étaient des hommes de parole, j'attends toujours que celle-là soit tenue !

Enfin, il y a quelques jours, je devais courir les « 24 Heures du Mans Classic », c'est-à-dire l'épreuve des « 24 Heures du Mans », réservée aux voitures anciennes, et j'étais engagé sur une BMW M1. Au dernier moment, j'ai renoncé. Compte tenu du climat politique général français, je me suis dit que courir sur une voiture allemande, cela pouvait nous occasionner encore des tas de soucis. Mais je l'ai beaucoup regretté.

Ce matin, c'est à la Bavière d'aujourd'hui, celle que vous représentez, que je veux rendre hommage.

Nous admirons beaucoup en France la capacité d'innovation, la technologie, l'excellence du système éducatif de la Bavière.

Nous mesurons le formidable succès politique de la CSU, qui dirige la Bavière depuis plus de 50 ans sans interruption – ce qui fait rêver certains d'entre nous - sous le leadership de grands ministre-présidents, que j'ai eu l'honneur de rencontrer, comme Franz-Josef STRAUSS, comme Edmund STOIBER, et aujourd'hui, Horst SEEHOFER – pardonnez ma prononciation approximative. Et j'ai des grands souvenirs, notamment avec Franz-Josef STRAUSS, quand j'étais jeune parlementaire, d'avoir souvent été invité à cette manifestation qui se tenait à Munich, la... Comment ça s'appelle ? Voilà, c'est ça.

Nous respectons aussi la volonté bavaroise d'affirmer son identité en Allemagne et en Europe.

Et je veux vous dire qu'en dépit de ce qu'on a pu entendre et lire depuis le début de l'année, la coopération franco-allemande a été, face à la crise économique et financière, d'une qualité exemplaire, et aujourd'hui, elle continue à nous ouvrir bien des champs d'actions communs.

Tout au long de cette crise, la France et l'Allemagne ont agi en étroite coordination pour préserver l'unité de la zone Euro, et ont apporté des réponses, qui ont été des réponses d'une ampleur inédite.

Je pense au plan de sauvetage des banques, que nous avons conçu et annoncé ensemble. Et franchement si on ne l'avait pas fait, je pense qu'on ne serait pas aujourd'hui dans la situation que l'on connaît, c'est-à-dire qu'on ne serait pas dans une situation de reprise, mais dans une crise qui aurait été beaucoup plus grave.

Je pense au plan d'aide à la Grèce.

Je pense aux décisions du 9 mai dernier, qui mobilisent un dispositif de soutien de 750 milliards d'euros pour les pays en difficulté.

Je pense encore à l'accord du 14 juin entre la Chancelière et le Président de la République sur le gouvernement économique européen.

Et enfin, au dernier sommet du G20 à Toronto. C'est l'initiative de la France et de l'Allemagne qui a permis d'inscrire à l'ordre du jour la définition d'objectifs ambitieux en matière de régulation financière et qui a permis de mettre en place une taxation des banques.

Il faut que nous soyons francs : certaines de ces décisions ont été difficiles à prendre, et je sais qu'elles ont pu poser question à certains d'entre vous.

Mais je pense que ces décisions, il fallait les prendre et il fallait les prendre rapidement. D'abord parce que personne n'avait vu venir la crise à laquelle nous avons dû faire face. Et ensuite parce que, finalement, rien n'avait été vraiment prévu lors de la mise en place de l'Euro pour y répondre.

Si nous avons pu avoir des divergences d'approche, nous nous sommes toujours retrouvés sur l'essentiel.

Et, au fond, ce que le président de la République disait hier au Conseil des ministres en présence du Ministre SCHAUBLE, pour une grande première - la première fois qu'un ministre allemand participait à une réunion du Conseil des ministres de la République française - c'est qu'il vaut mieux qu'on ait des désaccords, qu'on en parle ensemble, qu'on les traite, et qu'on arrive à des solutions, plutôt qu'on fasse semblant de ne pas avoir de désaccord, et qu'on trompe, d'une certaine façon, l'opinion européenne en essayant de dissimuler des divergences d'approches qui sont naturelles entre des pays qui ont des cultures différentes, des histoires différentes et qui, parfois, ont des intérêts différents.

Le couple franco-allemand est absolument fondamental au fonctionnement de l'Europe, mais le couple franco-allemand ne fonctionne réellement que lorsqu'il y a de vraies discussions entre la France et l'Allemagne, et donc de vrais compromis entre nos deux pays.

Nous allons bientôt prendre la présidence du G20, et je souhaite que ce soit pour la France et l'Allemagne l'occasion de renforcer encore notre dialogue. Plus que jamais, nous devons tirer les leçons de ce qui s'est passé et trouver les moyens d'ordonner la mondialisation.

Après avoir riposté à la violence de la crise, l'Europe est désormais dans l'obligation de renouer avec une croissance solide et durable, et nous savons que cette croissance solide et durable ne va pas sans une remise en ordre de nos finances publiques.

Je veux vous dire que la France s'est engagée dans une politique exigeante pour faire revenir ses finances dans une trajectoire vertueuse.

Aujourd'hui, nous avons un déficit public est de 8 % du PIB ; nous avons lancé un plan d'action qui va nous permettre de le ramener à 6 % en 2011, et à 3 % en 2013. Concrètement, cela veut dire qu'en 2011, nous allons réduire de 40 milliards d'Euros le déficit public, et de 100 milliards d'Euros d'ici 2013.

Nous allons économiser 15 milliards d'Euros dès cette année. D'abord en mettant fin aux mesures de relance que nous avons conçues du fait de la crise économique et financière.

Nous avons ensuite décidé de geler en valeur toutes les dépenses publiques dans notre pays pendant trois ans : les dépenses de l'Etat et les concours de l'Etat aux collectivités locales.

Enfin, nous allons accroître le rendement de notre fiscalité en réduisant ce qu'on appelle les "niches fiscales" – je ne sais pas si cela existe en Allemagne. Ce sont les avantages fiscaux qui ont été donnés au fil du temps, à telle ou telle catégorie de la population.

Enfin, nous avons engagé une réforme de notre système de retraites. Cette réforme est actuellement débattue en Commission au Parlement. Elle sera votée par le Parlement au mois de septembre.

L'objectif de cette réforme, c'est d'élever l'âge légal de la retraite, qui en France était, vous le savez, à 60 ans. Nous allons le passer à 62 ans en 2018. Et en même temps, nous allons monter à 41,5 annuités le nombre d'années de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein. Et enfin, nous allons repousser de 65 à 67 ans l'âge maximal auquel on peut toucher sa retraite à taux plein, même lorsqu'on n'a pas atteint ces annuités. Nous allons mettre en œuvre ces mesures de façon extrêmement rapide, puisque dès 2020, l'âge de la retraite à taux plein devrait être plus élevé en France qu'en Allemagne. Sauf si d'ici-là, vous avez de nouvelles réformes des régimes de retraite pour essayer d'aller plus vite que nous !

Parallèlement, nous poursuivons un grand mouvement de réforme de nos administrations depuis trois ans. Nous n'avons pas remplacé un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, et nous allons continuer. Et nous aurons ainsi, en 2012, supprimé 150.000 emplois dans la fonction publique.

Enfin, nous allons imposer à toutes les lois de Finances de travailler à la réduction des déficits, en inscrivant le principe de la réduction des déficits dans la Constitution, comme vous l'avez fait dans votre loi fondamentale.

Cette politique de maîtrise budgétaire est donc très ambitieuse. Nous allons nous y tenir, et en même temps, je veux vous dire que nous agissons pour stimuler la croissance.

Depuis 2007, nous avons engagé un effort sans précédent pour moderniser notre économie. Nous avons ainsi accordé l'autonomie à nos universités. Réforme que les gouvernements successifs cherchaient à réaliser depuis plus de trente ans. Nous avons supprimé la taxe professionnelle, qui était un impôt qui frappait l'ensemble des entreprises sur leurs investissements pour financer les collectivités locales.

Nous avons mis en place un dispositif fiscal pour encourager les entreprises à investir dans la recherche, qui fait maintenant de la France l'un des pays les plus attractifs de l'OCDE en matière de financement de la recherche et de l'innovation.

Et enfin, cette année, nous avons lancé un grand programme d'investissements d'avenir, 35 milliards d'Euros injectés dans l'enseignement supérieur, dans la formation, dans la recherche, dans l'innovation. Et sur un certain nombre de créneaux d'innovation ou de créneaux industriels qui nous paraissent absolument essentiels à la croissance de la croissance de l'économie française de demain. Je pense, par exemple, aux réacteurs nucléaires de 4ème génération ou aux réseaux de communication à très haut débit.

Si on ajoute l'effet de levier de ces 35 milliards d'investissements publics sur l'investissement privé, c'est à peu près 60 milliards qui vont être orientés sur les investissements d'avenir.

Voilà en quelques mots, notre stratégie : d'un côté, c'est une discipline extrême pour maîtriser nos dépenses publiques – extrême pour des Français, on ne fait qu'essayer d'imiter vos qualités. Et de l'autre côté, c'est la préparation de l'avenir avec deux objectifs : l'investissement et la compétitivité. S'ajoute à cela, la maîtrise fiscale, afin de ne pas pénaliser la consommation des ménages.

Cette stratégie équilibrée et sérieuse, nous permet d'envisager une coopération toujours plus étroite avec nos partenaires européens, et en particulier l'Allemagne. Entre nos deux pays, c'est une coopération exigeante, c'est une coopération qui est fondée sur la confiance et sur le respect des engagements. C'est une coopération historique, c'est à dire consciente de la responsabilité que lui confère le rôle moteur qui est le nôtre en Europe.

En février dernier, nous avons tenu à Paris le dernier Conseil des ministres franco-allemand, auquel ont participé trois ministres fédéraux de la CSU.

A cette occasion, nous avons fixé les objectifs de notre coopération pour les dix prochaines années, en adoptant ce qu'on appelle « l'Agenda franco-allemand 2020 ». C'est un document qui regroupe des mesures concrètes, qui renforceront notre convergence sur des sujets importants. Et hier, la participation de Wolfgang SCHÄUBLE au Conseil des ministres français, et celle de Christine LAGARDE au Conseil des ministres allemand le 31 mars dernier, symbolisent notre détermination à poursuivre, main dans la main, notre lutte contre la crise économique et financière.

Je pense que la réunion, je l'ai dit d'ailleurs au Conseil des ministres hier, la réunion des deux Conseils des ministres c'est un événement très important, mais qui est toujours au fond un peu - comment dirais-je ? – formel. La présence au sein du Conseil des ministres, hier, d'un ministre allemand, ça, ce n'était pas formel. Et cela a d'ailleurs provoqué un débat plus intense que les débats auxquels nous sommes habitués au Conseil des ministres.

La coopération entre l'Assemblée nationale et le Bundestag est aussi renforcée. Et je crois que vous avez émis plusieurs projets avec les groupes de la majorité.

L'adoption de notre agenda a créé de fortes attentes. Le travail de mise en œuvre engagé jusqu'à présent est encourageant, et le prochain Conseil des ministres franco-allemand établira un premier bilan d'étape en fin d'année. Je vous invite à continuer à vous impliquer activement dans cette mise en œuvre. La Bavière est depuis toujours un acteur très important de la coopération franco-allemande ; elle a un poids politique indiscutable, et donc elle a un rôle majeur à jouer dans notre relation bilatérale.

A ce sujet, je sais que la Bavière se bat depuis longtemps pour améliorer la Politique Agricole Commune.

Permettez-moi donc de dire un mot là-dessus.

La France et la Bavière ont la même notion de la place de l'agriculture et des agriculteurs dans l'économie.

Dans les prochaines discussions budgétaires, soyez assurés que nous afficherons, avec l'Allemagne, une vigilance commune pour que l'Europe puisse défendre ses intérêts agricoles

dans le monde, et que les produits importés respectent nos normes. Je suis allé devant la Commission européenne il y a quelques jours à Strasbourg. J'ai été stupéfait d'entendre le Commissaire à la Concurrence, m'expliquer qu'on ne pouvait pas s'opposer à l'importation d'animaux clonés, au motif que cela allait nous mettre mal avec le Brésil et l'Argentine et peut-être les Etats-Unis. Je n'ai pas d'avis préconçu sur ce sujet, mais je pense que la question principale, c'est celle de savoir si ces animaux posent un problème pour la santé ou pas. Si ces animaux sont de qualité ou ne sont pas de qualité. S'ils respectent les normes sanitaires européennes ou s'ils ne respectent pas les normes sanitaires européennes. Après on se posera la question de savoir si cela crée un problème avec la diplomatie argentine ou brésilienne.

Il y a des normes en Europe qui sont parmi les plus élevées dans le monde. Il faut les préserver parce que c'est – comment dirais-je ?... – un progrès. Ce sont des progrès que nous avons réalisés avec les professionnels, année après année, pour produire des produits alimentaires de qualité. Il est hors de question, au nom simplement de la libre circulation des marchandises, de laisser entrer n'importe quoi sur le marché européen.

Chers amis,

Ces derniers mois ont encore montré que l'Europe n'avance que lorsque l'Allemagne et la France se montrent unies. Ce n'est pas faire preuve d'arrogance que de dire cela, c'est simplement constater que la France et l'Allemagne, c'est 50 % du PIB de la zone Euro. Et donc, si la France et l'Allemagne sont capables de montrer le chemin, compte tenu de ce qu'elles représentent sur le plan économique et de leur influence politique, c'est naturellement plus facile ensuite de faire fonctionner une Europe qui, à 27, est devenue complexe. Ensemble, nous devons résister à tous ceux qui, ces derniers temps, doutent de l'Europe, doutent de la capacité du couple franco-allemand à résister à l'épreuve du temps.

Il ne faut pas sous-estimer pas ce climat de scepticisme qui entoure l'Union européenne et qui peut lui être fatal. Nous avons ici une responsabilité particulière. Une responsabilité qui transcende les frontières de nos deux nations. Allemands et français, nous avons été et nous sommes encore, en charge d'une partie du destin européen.

Voilà les convictions que je voulais partager avec vous en vous accueillant avec amitié à Matignon. Et c'est maintenant avec beaucoup de plaisir que je cède la parole au président FRIEDRICH.